

# CONSULTATION SUR

## LES AIDES D'ETAT A L'INNOVATION

**DEFINITIONS** : Il existe un risque réel que la nouvelle définition des aides à l'innovation aboutissent –de fait- à restreindre la définition du champ concerné. A titre d' « exemple la définition des produits et procédés technologiquement nouveaux qui doit être démontré à l' échelon communautaire est tout à la fois restrictive et inutilement complexe

**TERRITOIRES** : Si une référence est indiquée sur les territoires zones 87.3C, on doit s'interroger sur le champ réellement couvert par l'encadrement.

Le principe de non-cumul avec des aides à finalités régionales et la proposition d'une aide plafonnée à 1 million d'euro semble faire référence au projet plus global d'étendre le champ des «aides de minimis» sur l'ensemble du territoire, pour autant que ces aides soient ciblées et correspondent aux stratégies de Lisbonne et de Goteborg.

L'une des conséquences paradoxales, est que cet encadrement étendra le bénéfice des aides à tous les territoires dans un cadre général de diminution de leur intensité. En conséquence les aides que pourront obtenir les RUP seront moins incitatives, puisque l'incitation se mesure par la différence d'intensité d'aides autorisée entre les territoires.. Il conviendrait donc de prévoir pour les territoires concernés par le 87.3 a et le 87.3 c des modalités plus favorables afin de stimuler l'innovation : une telle approche conduirait à définir des seuils au moins égaux à ceux existant dans le cadre général des aides à finalité régionales, et pour les RUP au-delà des seuils définis dans le cadre de l'encadrement général des aides d'état à finalité régionale, notamment pour certaines catégories d'entreprise. Une telle solution permettrait de combiner la stimulation de l'innovation au sein de l'ensemble de l'Union Européenne et la cohérence d'approche entre politique régionale et politique de concurrence.

Elle faciliterait au surplus les travaux de notification.

**BENEFICIAIRES** : l'exclusion des non-PME au sens communautaire (au surplus le seuil de 50 emplois fait plutôt référence au TPE) **priverait** dans les RUP françaises du bénéfice de ces mesures l'essentiel du tissu productif en capacité réelle d'innover. En effet, malgré une taille moyenne très faible (à titre d'exemple la taille moyenne des entreprises industrielles à La Réunion est inférieure à 30 emplois), de très nombreuses entreprises sont détenues par des entreprises non-PME (au-delà du seuil communautaire de 25 %).

Il est pourtant avéré, que compte tenu des handicaps particuliers qui pèsent sur le développement des entreprises, au regard notamment du marché limité sur lequel elles évoluent : qu'aucune distorsion de concurrence sérieuse et en particulier aucune délocalisation interne à l'UE n'y a été constaté. La préservation de la concurrence au sein de l'UE ne saurait donc être affectée dans les RUP par l'autorisation d'aides à des entreprises dont le nombre d'emplois serait inférieur à 500.

**TAUX D'INTERVENTION** : les taux d'intervention (15 % et 35 %) sont deux fois moins élevée que les taux actuels, aucune précision n'étant au surplus apporté sur leur mode de calcul (ESB ou ESN). De tels niveaux de taux sont totalement incompatibles avec l'objectif poursuivi au niveau de la stimulation de l'innovation dans les territoires les plus vulnérables comme les RUP.En

conséquence, aucune stimulation de l'innovation donc de la compétitivité ne saurait être assurée par un tel dispositif ce qui paraît contraire aux objectifs poursuivis par la communication de mai 2004 sur les RUP.

En ce qui concerne plus précisément la **mobilité**, il conviendrait de considérer que les coûts de déplacement d'un RUP à sa Métropole et réciproquement, lorsqu'ils sont soutenus par des fonds publics, peuvent faire l'objet d'une prise en charge intégrale, puisqu'il s'agit d'un surcoût objectif affectant les RUP.

**POLES D'EXCELLENCE** : l'accès des RUP au PCRD est particulièrement limité comme le reconnaît la Commission. L'accès des grandes entreprises aux aides d'état pour mettre en place des installations de recherche dans un pôle d'excellence européen n'y aura donc qu'un impact mesuré ou nul. Compte tenu de la place des RUP au sein de leur environnement géographique qui les mettent en relation-compétition, par exemple à La Réunion avec des pays comme l'Afrique du Sud ou l'Inde, il conviendrait de prévoir des dispositifs d'aides particuliers afin de favoriser l'implantation de centres de recherche privés (y compris au niveau de l'investissement) et soutenir l'ensemble des superstructures et infrastructures publiques y concourant. On fera observer que l'UE dispose par les RUP et dans les RUP de plates-formes d'excellence ou d'atouts spécifiques à l'échelle mondiale( Centre Spatial de Kourou, Observatoire astronomique, Futur Laboratoire de l'atmosphère, Pole de compétitivité en matière d'agro-nutrition en milieu tropical.) .Faut-il stimuler l'implantation de tels centres et favoriser leur interaction avec le monde de l'entreprise.. ou considérer qu'il s'agit d'aides faussant la concurrence.... avec des pays tiers.

**UNIVERSITES PUBLIQUES** : Il convient de clarifier la notion d'établissements publics et privés au niveau de la recherche et notamment de permettre aux établissements publics, y compris d'écoles d'enseignement supérieur, de pleinement participer à la diffusion de l'innovation : cet élément est particulièrement important dans les RUP, car ce sont principalement dans ces centres publics que se concentrent les effectifs de chercheurs, du fait de la taille moyenne des entreprises qui ne leur permet pas de consacrer une part significative de leur ressource aux politiques d'innovation.

P. GUILLAUMIN

Directeur Général Adjoint du Conseil Régional de la Réunion